



Munich Personal RePEc Archive

**Chinese postsocialist transformation:
economic opening and external constraint**

El Karouni, Ilyess and Charles, Sébastien

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE DIONYSIEN - LED

2007

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/3102/>

MPRA Paper No. 3102, posted 06 May 2007 UTC

La transformation postsocialiste chinoise : ouverture économique et contrainte extérieure

Sébastien CHARLES*
(LED-EPEH, Université Paris 8)

Ilyess EL KAROUNI**
(LED-EPEH, Université Paris 8)

Résumé

Cet article tente de montrer que la transformation postsocialiste chinoise a entraîné un changement de régime de croissance. En effet, pendant la période maoïste, ce dernier prenait l'aspect d'une croissance forcée telle que théorisée par Kornai (1972). Par ailleurs, ses relations économiques extérieures étaient marquées par une certaine "aversion à l'exportation". Aujourd'hui, ce n'est plus le cas puisque le régime de croissance chinois est fondé sur une stratégie de type *export-led growth*. Cette situation n'est néanmoins pas sans poser de problèmes, en particulier celui de la dépendance vis-à-vis de la demande étrangère dans un contexte dans lequel la demande interne est faible.

Abstract

This article is an attempt to show that China's post-socialist transformation involved a change in its growth regime. Indeed, during the Maoist era, it took the form of a "forced growth" as theorized by Kornai (1972). In addition, "export aversion" was one of the main characteristics of Chinese external economic relations. Today, it is not the case anymore since China follows an *export-led growth* strategy. Nevertheless, this situation could be particularly difficult to manage with respect to its dependence on external demand in a context of low domestic-demand.

Mots clés : Changement institutionnel, transformation postsocialiste, Chine, *export-led growth*
Classification du JEL : B52, F19, P33

* E-mail : sebcharles92@yahoo.fr

** E-mail : ilyess.el-karouni@univ-paris8.fr

Introduction

Depuis plus d'un quart de siècle, la Chine connaît des bouleversements majeurs qu'il n'est pas excessif de lier à son ouverture à l'économie de marché. En peu de temps, ce pays sous-développé et à l'économie exsangue est devenu une grande puissance économique concurrençant désormais ouvertement les économies occidentales. Les difficultés d'hier (en particulier le retard technologique et la famine) semblent en partie résolues. En effet, nombre d'entreprises étrangères, en s'installant en Chine, ont par la même occasion introduit les technologies modernes. A titre d'exemple, pour la seule année 2005, le flux d'IDE fut supérieur à 60 milliards de dollars (cf. *US-China Business Council*). Quant à la famine à grande échelle telle que le pays l'a connue lors du Grand Bond en avant (1958-60), elle ne semble plus exister depuis l'introduction des contrats familiaux en 1979. Or, les responsables politiques pourraient avoir à gérer d'autres problèmes dus aux nouvelles orientations économiques et notamment au régime de croissance actuel beaucoup plus extraverti que son prédécesseur maoïste.

Notre point de départ est l'idée selon laquelle l'ouverture de la Chine est l'élément qui a bouleversé la donne pour ce pays. Certes, cette ouverture fut déjà symboliquement amorcée sous Mao avec la normalisation des relations sino-américaines, la Chine accueillant ainsi en 1972 le président américain Richard Nixon en visite officielle. Toutefois, la véritable rupture n'est apparue que depuis la mort du grand timonier et surtout depuis le plénum de décembre 1978 qui, après deux ans de luttes internes, a consacré le pouvoir de Deng Xiao Ping. Le changement institutionnel jusqu'alors en germe a donc pu se manifester beaucoup plus ouvertement, prenant la forme d'une sortie graduelle du socialisme maoïste¹. Les transformations en cours vont alors avoir de profondes conséquences sur le système socio-économique chinois. Ici, notre objectif est de répondre à la question suivante : sachant que les mutations du régime de croissance reflètent pour une large part cette évolution systémique, quels sont les risques afférents à la nouvelle stratégie de croissance chinoise ? Ainsi, nous chercherons à attirer l'attention sur la dépendance du pays à l'égard de l'étranger et en particulier des Etats-Unis et de l'Europe.

¹ Pour décrire ce changement, le terme "transition", même s'il est souvent usité, nous semble inadapté dans la mesure où il suppose implicitement que la Chine quitte un état connu (en l'occurrence le socialisme) pour se diriger vers un autre état connu ou en tout cas prévisible (en l'occurrence le capitalisme). Or, nous ne disposons actuellement pas du recul nécessaire pour pouvoir nous prononcer avec certitude sur la forme que prendra le système économique chinois à la fin du processus. Par prudence, nous lui préférons donc le terme plus neutre de "transformation" qui élude la dimension déterministe du changement institutionnel chinois.

Dans cette optique, nous allons tout d'abord exposer les fondements du changement institutionnel chinois (I). Ensuite, nous examinerons le régime de croissance de la Chine maoïste et les principales caractéristiques de son commerce extérieur (II). Puis, nous nous pencherons sur le régime de type *export-led growth* né de la transformation postsocialiste (III). Enfin, nous mettrons en exergue les difficultés et défis consécutifs à la nouvelle stratégie de croissance de la Chine (IV).

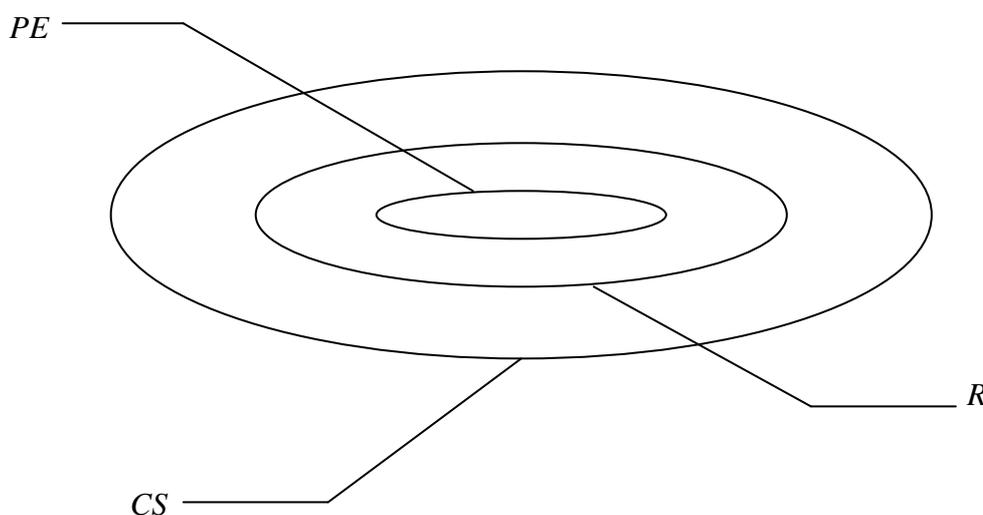
I. L'arrière-plan institutionnel : la transformation postsocialiste chinoise

La transformation postsocialiste connue par la Chine depuis la fin des années 1970 est un cas typique de changement institutionnel. Ici, les institutions (au sens où l'entend North [1990] de règles formelles et informelles contraignant l'action humaine ainsi que de leurs mécanismes de mise en application) se sont transformées de façon spectaculaire quoiqu'elles ne se soient le plus souvent modifiées que graduellement. L'existence d'une bourse dans un pays dans lequel le Parti Communiste détient encore seul le pouvoir était en effet impensable pendant les années Mao. Par ailleurs, en voyage dans le Sud et loin de la frugalité prônée par ce dernier, son successeur Deng Xiao Ping n'avait aussi pas hésité à clamer ouvertement : « Enrichissez-vous! ». Mais, il ne s'agit là que de deux exemples de transformations des institutions et des mentalités en Chine. Le processus enclenché dès la fin des années 1970 n'est pas encore achevé, en supposant qu'il trouve un jour son achèvement. Nonobstant le fait que la situation actuelle n'est que transitoire, quel est l'enchaînement causal qui a amené le système socio-économique chinois à cet état ? Il est pour cela nécessaire de comprendre les ressorts du changement institutionnel en général et chinois en particulier.

Nous pouvons tout d'abord considérer trois sortes de changement économique. Le premier est la politique économique telle qu'illustrée par exemple par le modèle *IS-LM*. Dans ce dernier, connaissant les paramètres d'une économie (propension à consommer, élasticités de la demande de monnaie...), il convient d'atteindre le revenu compatible avec le plein-emploi en manipulant des instruments de politique économique (dépense publique et masse monétaire). Il s'agit donc de remédier à des déséquilibres conjoncturels par des ajustements ponctuels ("réglages fins"). La deuxième forme de changement économique est la réforme. Cette dernière cherche à corriger des déséquilibres plus structurels et est mise en application de façon moins systématique car nécessitant souvent un certain consensus politique et/ou social. Enfin, la troisième est le changement systémique qui, comme son nom l'indique, est le passage d'un système à un autre. C'est l'expérience vécue notamment par la Chine, la Russie

et les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'est. Il s'agit alors de reconstruire un nouvel ordre avec de nouvelles institutions. C'est ce type de changement qui constitue la toile de fond de cet article, mais c'est sur le second que nous concentrons notre attention. Ces trois dimensions du changement économique sont inextricablement liées. Dans une certaine mesure, le changement systémique est une méta-réforme. Les réformes sont aussi quelque part des méta-politiques économiques. Ainsi, si on note PE la politique économique, R la réforme et CS le changement systémique, il vient $PE \subset R \subset CS$.

Figure 1 : Les formes du changement économique



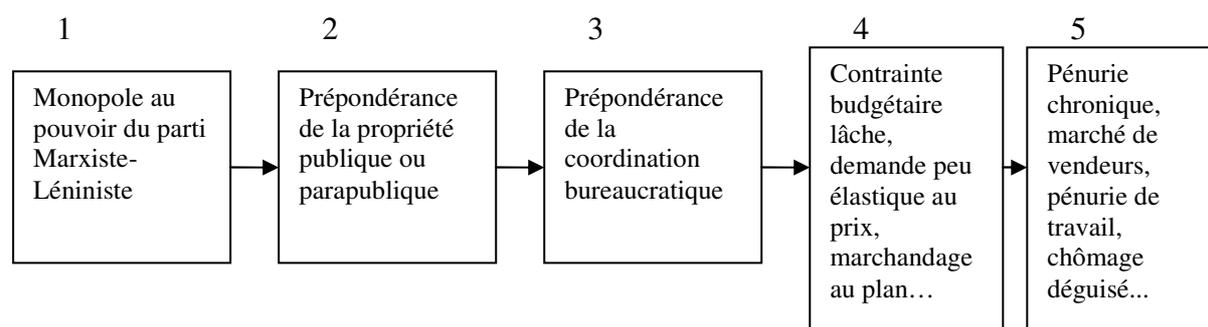
Un tel changement peut se faire plus ou moins vite. Il peut prendre la forme d'une thérapie de choc telle qu'elle fut appliquée en Russie et en Pologne. Il peut aussi être beaucoup plus lent et progressif comme c'est le cas en Chine. Dans le premier cas, les décideurs envisagent de passer d'un système économique à un autre (en l'occurrence du socialisme au capitalisme) en une seule vague de réformes. Dans le second cas, la démarche est plus graduelle. Les réformes ne sont mises en application que progressivement avec éventuellement des expériences localisées. Par exemple, les quatre zones économiques spéciales créées par la Chine en 1980 ont permis d'expérimenter localement ce qu'on a appelé "la politique de la porte ouverte".

Deux systèmes économiques ont dominé le XX^{ème} siècle : le capitalisme et le socialisme. Kornai (2000) présente les différences entre ces deux systèmes dans une perspective systémique et institutionnaliste. Il retient pour cela cinq critères pour les différencier et matérialise son analyse dans une succession de blocs représentant chacun une caractéristique institutionnelle particulière. Le bloc 1 correspond au pouvoir politique, le bloc 2 au bloc des

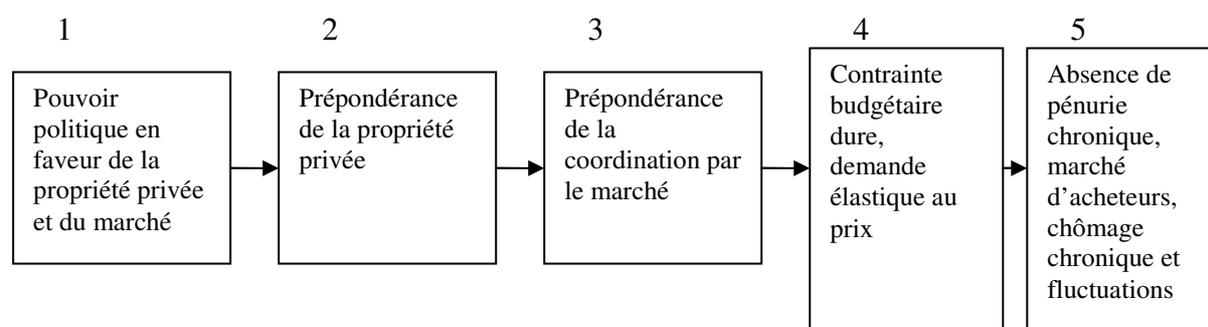
droits de propriété, le bloc 3 à celui des mécanismes de coordination, le bloc 4 est le bloc des comportements et enfin, le bloc 5 est celui des phénomènes typiques et durables. Chacun des deux systèmes considérés est caractérisé par une configuration particulière de ces blocs. Les blocs 1, 2 et 3 représentent les fondements du système considéré. Leur existence conditionne largement celle des deux derniers blocs. Ces trois piliers permettent de classer le système étudié dans l'une ou l'autre des deux catégories (socialisme et capitalisme). C'est pour cette raison que le fait de retrouver des éléments traditionnellement socialistes dans certaines économies ne suffit pas pour autant à les définir comme telles. Par exemple, en France, le secteur public est relativement important, mais la France n'est pas un pays socialiste pour autant car les autres éléments du système (bloc politique et bloc des modes de coordination) sont typiquement capitalistes. On a alors la configuration suivante :

Figure 2 : Le modèle des systèmes socialiste et capitaliste

Modèle du système socialiste



Modèle du système capitaliste



En ce qui concerne le changement de système en tant que tel, Kornai estime qu'il n'est effectif que lorsqu'une rupture apparaît au niveau du bloc politique. Dans cette optique, la Chine serait un pays en transition car même si avec le maintien au pouvoir du PCC, il n'y a pas eu de renouveau politique, on constate un indéniable embourgeoisement de ce dernier. Il n'est plus pour des raisons idéologiques hostiles au marché et à la propriété privée. Bien au contraire, la marche chinoise vers l'économie de marché se fait sous son égide. En apparence, c'est donc toujours le même Parti mais en fait non puisque ses idéaux ne sont plus les mêmes. Le régime de croissance serait plutôt à chercher vers les deux derniers blocs. Il est conditionné par des changements se produisant en amont et l'orientant dans une direction ou une autre. Ainsi, un ensemble de facteurs (culturels, politiques, institutionnels) a amené la croissance économique en Chine maoïste à prendre la forme d'une croissance « forcée » marquée par ce que Kornai (1972) appelait la « précipitation » et l'absence d'« harmonie ». La section suivante sera justement consacrée à l'examen de ce régime de croissance.

II. Croissance et relation avec l'extérieur pendant la période maoïste

La croissance forcée sous l'ère maoïste

Tout d'abord, il convient de préciser une chose : cette forme de croissance n'est pas une exception chinoise. En effet, la croissance forcée est, selon Kornai (1972), la forme de croissance ayant prévalu dans le système socialiste classique. Dans le cas de la Chine, elle a trouvé sa manifestation la plus spectaculaire lors de l'épisode du Grand Bond en avant. La croissance accélérée devait permettre de produire les ressources nécessaires au développement des branches de l'activité économique jugées les plus importantes. Ainsi, en Chine maoïste, pendant l'épisode du Grand Bond en avant, la primauté accordée à l'industrie devait théoriquement permettre de dynamiser l'agriculture.

Plusieurs éléments affectent la rapidité de la croissance dans un sens ou dans un autre. On pensera par exemple aux dotations naturelles, à la situation géopolitique du pays ou à d'autres facteurs. Mais surtout, Kornai précise que l'accélération de la croissance économique est favorisée par les sacrifices consentis par la population, l'ajournement de la consommation présente et l'omission dans certains domaines du développement.

La notion de sacrifice est très intuitive. La croissance forcée est en effet caractérisée par une renonciation consciente à un certain niveau de consommation dans le présent dans le but de ne pas compromettre l'avenir. Les économies ainsi réalisées pourront alors être dévolues à

l'investissement productif, permettant une accélération de la croissance et donc une plus grande consommation à l'avenir². Ainsi présenté, il y a donc un arbitrage entre consommation présente/investissement futur et consommation future/investissement présent. Si on consomme moins aujourd'hui, on peut par exemple exporter ce qui n'a pas été consommé et investir de quelque forme que ce soit les revenus tirés de l'exportation. Dans le cas du sacrifice, à la différence de l'ajournement, la renonciation à la consommation est définitive. Cela signifie que pour certains biens, pour des raisons notamment physiologiques, les individus ne peuvent pas rattraper la consommation passée. Kornai (1972) donne ainsi l'exemple d'une restriction au niveau de la consommation de viande. Il prend le cas d'un individu qui renonce à consommer 25 Kg de viande annuellement et accepte pendant cinq ans de n'en consommer que 15 Kg. Eu égard aux limites inhérentes au métabolisme humain, cet individu ne pourra pas pour autant consommer plus d'une certaine quantité de viande par la suite. L'ajournement consiste aussi à renoncer à notre consommation présente, mais à la différence du sacrifice, elle n'est pas définitive. L'omission (ou négligence) représente aussi quant à elle une perte irrémédiable dans la mesure où elle concerne la formation de stocks de capital (en particulier humain, comme l'enseignement) dont les effets se font sentir même après leur réapparition. Mais, dans tous les cas, la part de l'investissement dans le PIB est très importante. Malgré les conditions de vie difficile et en raison des sacrifices exigés de la population, les décideurs comptent sur une certaine émulation des travailleurs. Des incitations plus idéologiques (comme par exemple la conscience socialiste souvent mise en avant dans les pays socialistes qui comme la Chine reposent sur un système préceptoral [Lindblom, 1977]) se substitueraient alors aux traditionnelles incitations économiques (notamment les incitations monétaires).

Mais cette stratégie de croissance ne reste intelligible que si on explique la pulsion d'expansion et la soif d'investissement caractérisant les pays socialistes en général et la Chine en particulier. Mao et l'Armée Populaire de Libération sont arrivés au pouvoir dans une Chine exsangue. Pour continuer à bénéficier du soutien populaire qui leur a permis de gagner le pouvoir, il leur fallait honorer leurs promesses et améliorer les conditions de vie de la population. Le biais choisi est la croissance économique qui doit dans cette logique être la plus forte et la plus rapide possible. Selon Keynes (1936), les décisions d'investissement des

² Notons que les décideurs chinois, en préconisant l'épargne et la frugalité, recoupèrent ainsi, à certains égards, les conclusions du modèle de croissance néo-classique de Solow (1956) et de la croissance optimale (cf. Cass, 1965).

entrepreneurs dépendent de la confrontation de l'efficacité marginale du capital³ au taux d'intérêt. Ils n'investiront que si la première est supérieure au second. Mais, ceci n'est valable que dans une économie de marché et pas dans une économie socialiste administrée dans laquelle les décisions d'investissement sont prises de façon discrétionnaire en dépit de toute rationalité (du fait notamment de l'absence de contrainte budgétaire "dure") et avec des motivations en grande partie purement idéologiques.

La coordination des activités étant bureaucratique, on comprend aisément que dans le cadre d'une économie administrée telle que l'économie maoïste, les autorités centrales aient la possibilité de déterminer la part du PIB qui sera consommée et d'affecter le reste à l'investissement. Ceci ne serait en revanche pas possible dans le cadre d'une économie de marché dans laquelle l'allocation des ressources se fait par le biais du mécanisme des prix. Sous Mao, l'allocation des ressources se fait alors de façon discrétionnaire. Le mécanisme privilégié est la planification. Le premier plan quinquennal adopté pour les années 1953-57 est d'abord calqué sur le modèle soviétique. Il s'en démarquera par la suite pour devenir plus indicatif et moins directif que ce dernier.

De plus, même si Kornai ne le présente pas ainsi, on peut raisonnablement affirmer que la volonté de précipitation et de forcer la croissance a pour objectif, dans un contexte d'émulation avec l'URSS, de parvenir avant elle au communisme. La nouvelle société véritablement communiste, première du genre, serait alors conforme au credo marxien "à chacun selon ses besoins".

La croissance forcée s'oppose à une forme de croissance plus "harmonieuse" vue comme un idéal-type. Kornai les considère en effet comme deux conceptions antinomiques de la croissance économique, la première ne permettant pas de parvenir à la seconde. L'harmonie est caractérisée par quatre éléments. Au-delà des besoins communs à l'ensemble des êtres humains (en particulier les besoins primaires tels que se loger, se vêtir, se nourrir), ces derniers cherchent aussi à satisfaire d'autres besoins très divers dépendant le plus souvent du contexte culturel ou social dans lequel évoluent les individus. Il doit par ailleurs exister une complémentarité technologique entre les inputs et les outputs, entre les produits finis et les infrastructures. La croissance ne sera aussi véritablement harmonieuse tant que les ressources économiques ne seront pas utilisées de la façon la plus rationnelle possible. Enfin, pour Kornai, des impératifs éthiques et politiques doivent être pris en compte dans la satisfaction des besoins vitaux. Soulignons aussi que l'adjectif "harmonieux" n'est pas neutre. Il est au

³ Soit la rentabilité attendue de l'investissement.

contraire fortement connoté. Nous intéressent ici à son pendant socialiste la croissance forcée, nous ne détaillerons pas les caractéristiques de la croissance harmonieuse qu'on peut trouver dans Kornai (1972, chapitres 2 à 4).

Le Grand Bond en avant tenté par la Chine entre la fin des années 1950 et le début des années 1960 illustre parfaitement cette conception de la croissance. Les résultats furent désastreux. Et c'est selon nous ce désastre qui, en marquant significativement la mémoire collective, a joué un rôle de catalyseur dans la transformation postsocialiste chinoise. Le Grand Bond s'est traduit par une terrible famine, peut-être même la plus terrible de toute l'histoire du pays. Selon les estimations, entre trente et cinquante millions de personnes périrent d'inanition en seulement trois-quatre ans (de 1958-59 à 1961). Les causes sont multiples. L'agriculture ayant été délaissée, il est normal que le niveau de la production agricole chute et qu'elle puisse être insuffisante. Par ailleurs, pour des raisons idéologiques, le niveau des récoltes était largement surestimé. Par conséquent, les impôts étaient donc eux aussi beaucoup trop élevés eu égard aux véritables chiffres de la production agricole. Les impôts étant payés en nature, les réserves paysannes diminuèrent, ce qui a alimenté la crise et nourrit la famine. Cette période fut aussi marquée par des catastrophes naturelles. Tous ces facteurs ont contribué à cette catastrophe humaine.

Les relations économiques de la Chine maoïste avec l'extérieur

En ce qui concerne ses relations économiques avec l'extérieur, la Chine maoïste partageait avec les autres pays socialistes quelques spécificités institutionnelles : la fringale d'importation, l'aversion à l'exportation et la propension à l'endettement (Kornai, 1992; Vahabi, 1995). La fringale d'importation est liée à un désir de possession et une volonté d'expansion (Simon, 1957) que ne peut satisfaire une offre domestique de mauvaise qualité et largement insuffisante en raison de la pénurie chronique. L'aversion à l'exportation est aisément compréhensible si on considère non seulement la mauvaise qualité de la production des entreprises nationales mais aussi le fait qu'elles sont en position de force sur leur marché intérieur. En effet, rien ne les incite véritablement à innover et à chercher à satisfaire une clientèle qui, en raison de la pénurie chronique, ne voit pas pencher de son côté le rapport de force entre vendeurs et acheteurs. Elles ne sont donc pas en mesure de concurrencer des entreprises capitalistes, qui dans un environnement totalement différent, cherchent au contraire à séduire une clientèle auquel s'offre une offre de produits très diversifiée. Enfin, la propension à l'endettement est la conséquence du déséquilibre existant entre un niveau d'importation élevé et un niveau d'exportations faible. Avant l'autorisation des investissements

directs étrangers au début des années 1980, la seule façon pour la Chine de financer son déficit commercial était donc le recours à l'emprunt.

Ainsi, ce qui fut appelé la "politique de la porte ouverte" fut aussi une des réformes les plus déterminantes pour le changement institutionnel chinois. On retrouve alors dans le changement de régime de croissance (passage d'une croissance extensive de type "forcée" à une croissance tirée par les exportations) une manifestation patente de la nouvelle dynamique engendrée par le changement systémique.

III. Le régime de type *export-led growth*

Quelques faits stylisés

En l'espace de trois décennies la Chine, plus qu'aucun autre pays auparavant, a connu un développement économique et commercial fulgurant. Ainsi, elle n'a cessé de défrayer la chronique en affichant des taux de croissance très élevés comme le laisse entrevoir le tableau 1. A titre d'exemple, entre 1997 et 2005, elle a connu un taux de croissance annuel moyen de près de 9 %.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB chinois

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de croissance (%)	9.3	7.8	7.6	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	9.9

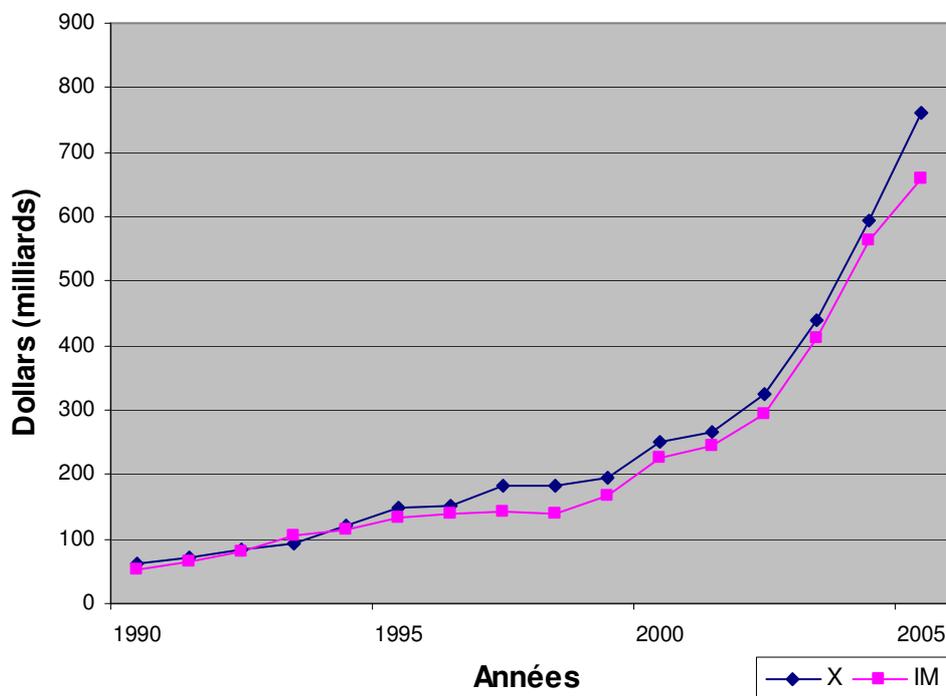
Source : US-China Business Council

Cet essor s'est également accompagné de nombreuses mises en garde, la plupart relatives à son système bancaire, considéré comme extrêmement fragile, compte tenu du nombre important des créances douteuses.⁴ Depuis 2003, une politique d'apurement du système bancaire et financier a donc été mise en œuvre par le gouvernement. Même si le résultat des réformes demeure encore incertain comme l'indique Havrylchuk (2005) – notamment à cause du flux des prêts nouveaux – celles-ci semblent prendre la bonne direction afin de limiter les risques d'écroulement du système bancaire et financier chinois. En ce qui concerne sa balance commerciale, la figure 3 montre que la Chine engrange des excédents commerciaux récurrents

⁴ On retrouve là une des tares héritées de l'ancien système. En effet, l'entreprise évoluant dans un environnement socialiste a une contrainte budgétaire que Kornai (1979, 1986) qualifie de "lâche". À l'inverse de son homologue capitaliste (dont la contrainte budgétaire est "dure"), sa survie est liée, non pas à ses performances, mais à ses relations avec la bureaucratie sur laquelle elle sait pouvoir toujours compter en cas de difficultés, même récurrentes. Malgré leurs mauvais résultats financiers, les entreprises d'Etat chinoises ne sont pas mises en faillite. Dans le cadre d'une économie encore marquée par une certaine coordination administrative des ressources, une des manifestations de cette aide est justement le crédit "lâche", ce qui explique le fort taux de créances douteuses.

depuis 1994. Cette période est à distinguer de la décennie précédente durant laquelle l'économie chinoise était structurellement déficitaire à l'égard du reste du monde.

Figure 3 : Exportations (X) et importations (IM) chinoises



Source : National Bureau of Statistics, *China Statistical Yearbook*

En réalité, cette position fortement excédentaire trouve ses causes, en grande partie, dans la dévaluation du Yuan de près de 50 % intervenue en 1994. Le tableau 2 montre qu'il s'agit de la plus forte dévaluation de la monnaie chinoise intervenue depuis plus de vingt ans. En outre, malgré les réévaluations successives opérées par les autorités monétaires le Yuan reste encore très largement sous-évalué. En effet, celles-ci n'ont pas cédé aux pressions en provenance des officiels de Washington qui demandent une réévaluation franche du Yuan depuis de nombreuses années maintenant. Enfin, l'ouverture de l'économie chinoise n'a cessé de s'accélérer depuis son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce en décembre 2001. Ainsi, le taux de croissance des exportations a atteint des niveaux inégalés (28.4 % pour l'année 2005).

Tableau 2 : Taux de change Yuan/Dollar

Périodes	Taux de change
1985	2.93
1986	3.45
1987-1988	3.72
1989	3.76
1990	4.78
1991	5.32
1992	5.51
1993	5.76
1994	8.61
1995	8.35
1996	8.31
1997-2004	8.28
2005	8.07

Source : National Bureau of Statistics, *China Statistical Yearbook*

Tableau 3 : Taux de croissance des exportations chinoises depuis 2001

Années	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de croissance (%)	6.8	22.3	34.6	35.4	28.4

Source : US-China Business Council

Par ailleurs, la consommation intérieure est relativement faible ce qui se traduit par une forte épargne. Etant donné qu'il n'existe pas de système généralisé de sécurité sociale, les ménages se constituent une épargne relativement importante afin de parer aux imprévus. Ici, il peut s'agir des dépenses de santé, du financement de la retraite ou des études universitaires des enfants. Si l'on occulte les dégradations environnementales, l'économie chinoise est tout de même marquée par de nombreux déséquilibres au nombre desquels on retrouve une certaine faiblesse de la consommation intérieure, mais également un surinvestissement. Le premier est lié à la nouvelle stratégie de croissance adoptée par la Chine et le second est une particularité institutionnelle héritée de la période socialiste. Cela est dû au fait que la transformation postsocialiste s'y est faite de façon graduelle. D'anciens traits propres aux systèmes socialistes cohabitent avec de nouveaux induits par les réformes. Ainsi, avec la transformation postsocialiste, la Chine est passée d'une économie dominée par un type de croissance propre aux économies socialistes, « la croissance forcée » à une croissance tirée par les exportations, autrement appelée *export-led growth*.

La stratégie de croissance actuelle : la croissance tirée par les exportations

Depuis la fin des années 1970, la Chine a rompu avec la conception maoïste de l'économie en s'insérant dans l'économie mondiale. La croissance tirée par les exportations est un régime de croissance qui n'est pas propre à la Chine, mais qui a constitué le fer de lance de la croissance de nombreuses économies émergentes, en particulier les économies du sud-est asiatique.

Une stratégie de croissance par les exportations consiste à encourager la production de biens destinés à être vendus sur les marchés étrangers. Selon cette conception, le commerce international est considéré comme le moteur de la croissance et la principale source de développement économique. En s'ouvrant sur l'extérieur, les économies ont accès aux exportations qui représentent un canal de transmission efficace dans l'assimilation des nouvelles technologies. En effet, de nombreux pays asiatiques (Corée du sud, Taiwan...) sont passés du statut d'économies sous développées à celui de nouveaux pays industrialisés en se basant sur une stratégie d'ouverture, puis de promotion des exportations. Ainsi, on peut dresser une série d'arguments justifiant l'adoption d'un régime de type *export-led growth* :

- ◆ La participation au commerce international et la promotion des exportations obligent souvent à recourir aux nouvelles technologies afin de rester concurrentiels sur les marchés étrangers. Ceci tend à favoriser l'émergence des innovations technologiques, se diffusant au sein des autres secteurs de l'économie, avec comme conséquences des niveaux de production plus élevés et d'importantes économies d'échelle (cf. Felipe, 2003 ; Felipe et Lim, 2005).
- ◆ Les pays en développement ont un besoin vital de devises étrangères afin de payer leurs importations en provenance des pays développés à haut niveau de revenu. L'unique moyen d'y parvenir de façon sûre passe par les exportations. En effet, une hausse de ces dernières permet d'accroître automatiquement la capacité d'importation d'un pays tout en préservant son équilibre commercial ou son surplus (Thirlwall, 1994, 2002).
- ◆ Thirlwall (2002) rappelle en outre que les exportations permettent d'acheter les "importations productives", c'est-à-dire des biens capitaux (machines, biens à fort contenu technologique...) qui ne sont pas fabriqués sur le territoire national mais qui entrent dans le processus de production des biens exportés.

- ◆ Un régime de croissance tiré par les exportations permet également une hausse de la demande globale en limitant les pressions inflationnistes internes et les risques d'apparitions d'une spirale prix-salaire comme cela peut être le cas à la suite d'une hausse de la demande intérieure (cf. Felipe, 2003).

En définitive, nous reprenons les conditions énoncées par Felipe et Lim (2005) et considérons qu'un pays adopte une stratégie de développement dans laquelle la croissance est tirée par la demande étrangère lorsque :

- (i) Le taux de croissance élevé du PIB s'accompagne également d'un taux de croissance élevé des exportations.
- (ii) Il se produit une amélioration significative du taux de croissance des exportations nettes, autrement dit la croissance des exportations est supérieure à celle des importations.

Eu égard à ces deux critères, la Chine semble constituer un cas exemplaire de régime *export-led growth*. Ce pays dispose actuellement d'une importante capacité exportatrice. Or, cette capacité est non seulement une force mais aussi une faiblesse. Ce sera pour nous l'occasion de développer *infra* les risques et contraintes du modèle chinois de développement tiré par les exportations née de la transformation postsocialiste.

IV. Contraintes et risques de la stratégie de croissance chinoise

Les contraintes relatives à la stratégie de type export-led growth

Récemment, Palley (2006) a analysé la stratégie de croissance chinoise dans une perspective keynésienne. Selon lui, le coût du travail extrêmement bas, couplé à un immense réservoir de main d'œuvre, a contribué à attirer massivement les firmes multinationales et les investisseurs étrangers sur le territoire national (cf. tableau 4). L'apport des technologies extérieures, *via* les investissements directs à l'étranger, a permis à la Chine de développer rapidement son secteur industriel et de modifier en profondeur la structure de sa production. Ici, il convient d'emblée de souligner un point fondamental : cette production est dans une assez large mesure destinée aux marchés étrangers (États-Unis et Europe en premier lieu). En outre, le maintien d'une main d'œuvre bon marché, dû à l'exode des travailleurs pauvres issus

des zones rurales chinoises, a largement contribué à pérenniser un modèle de développement économique basé sur la promotion et la croissance des exportations.

Tableau 4 : IDE en Chine (Milliards de Dollars)

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
IDE	45.2	45.6	40.3	40.7	46.8	52.7	53.3	60.6	60.3

Source : US-China Business Council

Ceci nous amène à mettre en évidence un risque auquel la Chine pourrait se retrouver confrontée : comment absorber l'impact d'une diminution de sa principale source de croissance, à savoir les exportations ? En effet, ici la principale difficulté provient du fait que l'économie chinoise est devenue de plus en plus dépendante de ses exportations si bien qu'une dégradation de la situation économique extérieure pourrait engendrer d'importants effets négatifs internes.

Tableau 5 : Statistiques relatives à la demande globale chinoise

Part des dépenses dans le PIB réel (%)

	Consommation privée	Investissement	Consommation publique	Exportations	Importations
1973	55.7	34.1	9.4	5.0	4.1
1983	54.3	33.7	12.1	13.2	13.4
1993	49.1	38.6	13.1	18.6	19.3
2003	39.6	42.6	12.0	24.4	18.6

Taux de croissance annuels moyen (prix constants, 1990)

	Consommation privée	Investissement	Consommation publique	Exportations	Importations
1973-1983	9.0	8.8	14.7	40.6	52.3
1983-1993	16.1	19.8	18.0	26.7	27.7
1993-2003	14.2	16.7	12.2	21.8	13.3

Contributions à la croissance du PIB (%)⁵

	Consommation privée	Investissement	Consommation publique	Exportations	Importations
1973-1983	52.9	33.3	15.2	22.3	23.6
1983-1993	45.9	41.6	13.6	21.9	23.1
1993-2003	32.9	45.4	11.3	28.6	18.1

Source : Felipe et Lim (2005)

⁵ Dans la troisième partie du tableau 5 les importations sont à considérer comme une contribution négative.

A titre d'exemple, le tableau 5 ci-dessus montre que la part des exportations dans le PIB chinois n'a cessé de croître depuis plus de trente ans (concernant l'année 2004, les données du *China Statistical Yearbook* sont encore plus éloquentes). La contribution de la demande étrangère à la croissance du PIB a également augmenté jusqu'à atteindre son plus haut niveau depuis la décennie 1973-1983. De surcroît, en croisant les données des tableaux 1 et 5, nous concluons que, selon le critère de Felipe et Lim (2005), la Chine a bien adopté un régime de type *export-led growth*. Toutefois, cette stratégie de croissance pourrait se heurter à la contrainte macroéconomique dynamique suivante : afin de continuer à croître, il est impératif que les ménages américains et européens continuent à importer au même rythme les produits manufacturés chinois ; autrement, une récession importée et de grande ampleur pourrait difficilement être évitée. En effet, si la Chine conserve ce mode de développement, en cas de baisse des exportations, il serait hasardeux d'anticiper un relais de croissance par le biais de la demande intérieure (investissement et consommation privée). Cette assertion peut sembler quelque peu catégorique, néanmoins elle se fonde sur deux arguments de poids. D'abord, il semble peu probable que l'investissement compense une baisse des exportations car il sert à accroître la production de produits manufacturés destinée, dans une large mesure, aux marchés étrangers. Ensuite, et surtout, parce que la consommation des ménages n'a cessé de diminuer en pourcentage du PIB et que sa contribution à la croissance n'a jamais été aussi faible (32.9 % contre 28.6 % pour les exportations sur la période 1993-2003 et 52.9 % contre 22.3 % sur 1973-1983 [cf. *supra* tableau 5]). Ce fait laisse à penser que les autorités chinoises ne considèrent pas le marché intérieur comme le débouché naturel de leurs industries manufacturières. En définitive, il nous semble que la Chine est, nonobstant ses taux de croissance élevés, relativement vulnérable à un choc négatif de demande étrangère et qu'il s'agit d'une des conséquences économiques de la transformation postsocialiste. C'est ce que nous allons évaluer dans la prochaine section.

Risques et menaces issus de la transformation postsocialiste

La contrainte macroéconomique exposée plus haut fait planer un risque évident sur la Chine en cas de contraction de l'activité économique mondiale et, en particulier, aux Etats-Unis. En effet, ces derniers absorbent encore près d'un tiers du total des exportations chinoises (cf. tableau 6), soit beaucoup plus que le Japon ou l'Allemagne, si bien qu'actuellement la Chine est le principal responsable de l'abyssal déficit commercial américain (716 milliards de dollars en 2005 selon le *Bureau of Economic Analysis*). Il est ainsi possible de résumer le problème de l'économie chinoise de la manière suivante : à

moyen et long terme peut-on ignorer la possibilité d'une baisse (volontaire ou non) de la demande en provenance des Etats-Unis ?

Tableau 6 : Exportations chinoises (Milliards de Dollars)

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005
X totales	249.2	266.2	325.6	438.4	539.4	762.0
X vers les E.U.	100.0	102.2	125.1	152.4	196.6	243.5
Ratio de dépendance (%)	40.0	38.3	38.4	34.7	33.1	32.0

Source : US-China Business Council

Puisque la principale difficulté à laquelle pourrait se heurter le régime de type *export-led growth* choisi par la Chine concerne l'éventualité d'un ralentissement externe, il convient d'appréhender les raisons pour lesquelles le principal récipiendaire de ses exportations, les Etats-Unis, diminuerait ses achats de produits manufacturés chinois ? Par conséquent, nous allons tenter de dresser une liste des risques externes et leurs conséquences pour l'économie chinoise afin de souligner sa vulnérabilité.⁶

Scénario 1 : Le premier risque est relatif à la possibilité d'un « tour de vis » fiscal aux Etats-Unis – hausse des impôts afin de combler le déficit budgétaire actuel – et/ou monétaire – poursuite de la hausse du taux directeur de la FED afin de maintenir à un bas niveau l'inflation – ne peut être écartée. Actuellement, le déficit budgétaire américain reste à un niveau élevé, malgré la forte croissance du PIB en 2004 et 2005. Il représente en effet encore 2,36 % du PIB au troisième trimestre 2006 (cf. tableau 7). Un tel déséquilibre ne pourra perdurer sans volonté de le résorber. Le problème est que les méthodes permettant de le faire peuvent avoir des conséquences récessives. En supposant un taux de croissance constant, soit le gouvernement augmente les impôts, soit il fait des coupes dans les dépenses publiques. Dans les deux cas, cela risquerait d'avoir des effets négatifs sur la croissance à court et moyen terme. Dans un autre registre, une hausse du taux directeur de la FED aurait également un effet négatif sur l'activité économique. De plus, en ce début d'année 2007, la banque centrale américaine a laissé planer le doute sur le maintien, voire l'augmentation, de son taux au jour le jour qui atteint déjà 5.25 %.

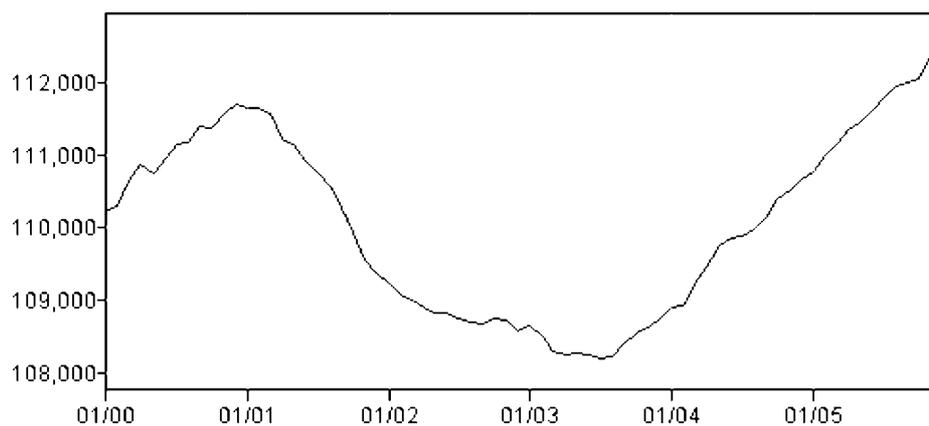
⁶ Nous précisons, au préalable, que les différentes menaces ne sont pas exposées par ordre d'importance ou de probabilité d'occurrence.

Tableau 7 : Déficit public aux Etats-Unis (Milliards de dollars)

Années ^a	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Déficit du budget	159.0	- 39.3	- 396.7	- 543.3	- 553.6	- 474.8	- 311.7
Déficit/PIB (%)	1.61	- 0.38	- 3.78	- 4.95	- 4.71	- 3.80	- 2.36

Source : Bureau of Economic Analysis, ^a 3^{ème} trimestre pour 2006.

Scénario 2 : Un ralentissement endogène, par exemple une baisse de la consommation des ménages américains, est une menace qui ne devrait pas être sous-estimée. Elle est à prendre d'autant plus au sérieux lorsqu'on sait que la croissance de la consommation s'est presque intégralement appuyée sur un endettement facile, aidé par des taux d'intérêt extrêmement bas (à la mi-octobre 2004 le taux directeur de la FED était à 1 %, soit un niveau historiquement faible), ce qui contribuait à alimenter la forte hausse des prix dans le secteur de l'immobilier. En dehors du fait que ces deux phénomènes aient, eux-mêmes, leurs propres limites, il suffit d'une hausse des taux mal dosée, pour lutter par exemple contre les risques de tensions inflationnistes, pour aisément mettre un terme à cette période de croissance tirée par la consommation et financée par l'endettement. Enfin, dans l'hypothèse d'un ralentissement, il n'est pas certain qu'on assiste à une reprise « aidée » par l'Etat, comme ce fut le cas dès 2001. En effet, durant cette période le budget de l'Etat était clairement excédentaire (159 milliards de Dollars) et n'affichait pas les déficits actuels (plus de 311 milliards de Dollars, cf. tableau 7). Celui-ci pourra-t-il de nouveau relancer la demande intérieure en accroissant ses dépenses et en embauchant dans le secteur public, comme il l'a fait entre octobre 2000 et décembre 2005 en créant plus de 1,13 million d'emplois publics, pour tenter de compenser partiellement la chute de la population active du secteur privé entre janvier 2001 et la mi-2003 (cf. figure 4) ? Ce scénario demeure peu probable simplement parce que les marges de manœuvre actuelles en matière de dépenses publiques sont relativement étroites en comparaison de la période 2000-2001.

Figure 4 : Emploi privé aux Etats-Unis pour 2000-2005 (milliers de travailleurs)

Source : Bureau of Labor Statistics

Bien qu'il soit toujours difficile de prévoir un ralentissement externe, l'occurrence d'un tel scénario serait probablement le pire pour l'économie chinoise. Toutes choses étant égales par ailleurs, ceci aurait un impact négatif important sur son PIB ; le canal de transmission de la récession passant évidemment par les exportations. Comme le rappelle Estiot (2003), l'histoire économique des Etats-Unis montre bien que ses importations sont particulièrement sensibles à un ralentissement intérieur. En effet, durant la période de récession 1987-1991, le déficit commercial a été divisé presque par cinq, passant de 151 milliards à 31 milliards de dollars (cf. tableau 8). En outre, compte tenu de la forte dépendance de la Chine à l'égard des Etats-Unis, l'effet sera très certainement amplifié.

Tableau 8 : Déficit commercial des Etats-Unis pour 1987-1991 (Milliards de Dollars)

Années	1987	1988	1989	1990	1991
Balance commerciale	- 151.6	- 114.5	- 93.14	- 80.86	- 31.13

Source : Bureau of Economic Analysis

Scénario 3 : Précédemment, nous supposions implicitement que la Chine n'entretenait que des relations commerciales bilatérales avec les Etats-Unis. En réalité, la zone Euro constitue également un débouché important pour les produits manufacturés chinois. A ce stade, il est légitime de se demander si l'Europe ne pourrait pas servir de « relais de croissance », dans le cas d'un ralentissement aux Etats-Unis. La question se résumant de la sorte : la zone Euro peut-elle absorber les exportations chinoises, en cas de baisse de l'activité américaine, et lui éviter l'impact d'une récession importée ? En supposant que cela se produise, un tel mécanisme de compensation ne pourra être que limité. En effet, il semble difficile que les

pays d'Europe parviennent à absorber les exportations chinoises vers les Etats-Unis (243 milliards de dollars pour la seule année 2005), d'autant que les achats américains s'accroissent régulièrement. De surcroît, un ralentissement américain n'aurait pas que des conséquences négatives en Chine, par conséquent, il est très probable qu'il se traduise par une dégradation économique également en Europe. Au final, ceci renforcerait d'autant la probabilité qu'il se produise une récession en Chine.

Scénario 4 : Dans ce dernier scénario nous regroupons les contraintes extérieures « non strictement économiques ». Ainsi, il est question des événements qui auront des répercussions négatives sur le niveau des exportations chinoises et qui n'ont pas une cause économique directe (récession américaine, politique économique...) mais seulement indirecte. Dans cette optique, nous intégrons la tentation américaine d'un recours à un protectionnisme partiel. Bien que ce risque demeure relativement faible, notamment dans le cadre des relations économiques internationales encadrées par l'OMC, nous ne préférons pas l'éliminer totalement. Malgré les pressions insistantes issues, entre autres, du Congrès américain pour que la Chine réévalue sensiblement sa monnaie, le yuan est resté relativement stable depuis ces dernières années. Ainsi, devant le refus des autorités de réévaluer, nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une hausse des droits de douane afin d'endiguer l'augmentation chronique des exportations chinoises. Une issue alternative, esquissée par Stiglitz et Lau (cf. *Financial Times*, 25 avril 2005), serait que la Chine impose elle-même ses exportations. Cela aurait deux avantages : (i) une augmentation des recettes de l'Etat et (ii) éviter les pertes financières, engendrées par une réévaluation du yuan, pour les agents (Banque Centrale, banques commerciales, entrepreneurs...) détenant des actifs libellés en dollars. Toutefois, qu'il s'agisse d'une montée du protectionnisme aux Etats-Unis, d'une réévaluation ou d'un impôt, cela ne modifierait en rien l'impact négatif sur la hausse des exportations et la croissance. Par ailleurs, Stiglitz (2006) fait aussi allusion au plus grand rôle que devrait jouer la demande domestique dans la croissance du PIB chinois.

En définitive, les scénarii considérés *supra* sont autant de signaux indiquant qu'une stratégie de développement trop dépendante des exportations reste dangereuse pour l'équilibre de la Chine à moyen et long terme. En effet, depuis peu plusieurs contributions insistent sur le risque inhérent à une généralisation de ce type de régime de croissance économique (cf. Erturk, 2001-2002 ; Blecker, 2002, 2003 ; Palley, 2002) et à l'apparition d'effets d'éviction entre les pays l'ayant adopté (Palley, 2003). Ainsi, Blecker (2002) et (2003) rappelle une évidence, oubliée par les tenants de la croissance tirée par les exportations, qui veut que le commerce international est inéluctablement un jeu à somme nulle, si des pays sont gagnants

(exportateurs) c'est que d'autres sont perdants (importateurs). Or de nombreux décideurs économiques sont tombés dans le sophisme de composition, oubliant que ce qui est vrai pour un pays (il n'est pas question de nier l'impact positif des exportations sur la croissance), ne l'est pas nécessairement pour l'ensemble du monde. En effet, il est impossible que tous les pays adoptent un modèle de type *export-led growth* et puissent en tirer des effets favorables en même temps. Selon nous, la difficulté vient du fait que ce modèle de développement économique a été choisi par un Continent entier, à savoir l'Asie. La Chine, quant à elle, a également choisi cette logique, devenant ainsi « l'atelier du monde », sans en évaluer suffisamment les conséquences en cas de ralentissement extérieur et, par conséquent, sans pouvoir compter sur sa demande intérieure afin d'absorber une baisse de ses exportations.

Conclusion

Le nouveau régime de croissance chinois est une conséquence du processus de changement institutionnel connu par le pays depuis la fin des années 1970. Pendant la période maoïste, à l'instar des autres économies socialistes, l'ancien régime était caractérisé par ce que Kornai (1972) avait appelé la croissance forcée. Il s'est alors progressivement métamorphosé jusqu'à devenir de type *export-led growth*, c'est-à-dire tiré par les exportations. Cependant, ce nouveau mode de développement pourrait entraîner des difficultés à moyen et à long terme. La principale d'entre elles est la contrainte extérieure sur laquelle pourrait buter la Chine tant est grande sa dépendance à l'égard de l'extérieur, en particulier à l'égard des Etats-Unis. Ainsi, plusieurs facteurs tendent à montrer qu'on ne peut écarter l'idée d'une baisse de la demande américaine qui ne pourrait être suffisamment compensée par la demande émanant des pays de la zone euro. D'autant qu'elle ne pourrait pas l'être non plus par la demande intérieure encore insuffisante. Ainsi, quel que soit le scénario envisagé (tour de vis fiscal et/ou monétaire, récession aux Etats-Unis, entrée en scène de la zone euro), l'impact sur la croissance du PIB chinois serait négatif.

Face à ce risque, quelles solutions s'offrent aux autorités chinoises ? Une réponse intuitive consisterait à adopter un régime de croissance alternatif plus équilibré avec une demande intérieure se substituant au moins partiellement aux exportations. Mais, un tel changement d'orientation n'est pas aisément opérable pour deux raisons. D'une part, nous avons montré que la transformation postsocialiste était un changement à la fois institutionnel et systémique dont l'une des expressions est le nouveau régime de croissance. Ce dernier est par conséquent surdéterminé par de nombreux facteurs institutionnels qui le rendent d'autant plus difficile à

transformer de façon consciente. Des réformes structurelles sont nécessaires pour minimiser les risques générés par la stratégie de développement *export-led growth*. Elles devront néanmoins composer avec l'inertie des comportements d'épargne chinois (épargne surabondante notamment en raison de l'absence d'un système généralisé de protection sociale). D'autre part, une augmentation du pouvoir d'achat des ménages, entraînant une hausse de la demande domestique, pourrait avoir des conséquences inflationnistes. Dans ce cas, la hausse de la demande compenserait-elle la baisse des exportations faisant suite à la hausse des prix ?

Bibliographie

- Blecker, R. (2002), "The Balance-of-Payments-Constrained Growth Model and the Limits to Export-Led Growth", in Davidson, P. (ed.), *A Post Keynesian Perspective on the Twenty-First Century Economic Problems*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Blecker, R. (2003), "The Diminishing Returns to Export-Led Growth", in Mead, W.R., Schwenninger, S.R. (Eds), *The Bridge to a Global Middle Class: Development, Trade, and International Finance in the 21st Century*, Boston, Kluwer Academic Publishers.
- Cass, D. (1965), "Optimum Growth in an Aggregative Model of Capital Accumulation", *Review of Economic Studies*, vol. 32, 3, pp. 233-240.
- Erturk, K. (2001-2002), "Over Capacity and the East Asian Crisis", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 24, 2, pp. 253-277.
- Estiot, A. (2003), "Is the US Current Account Deficit a Black Hole?" *Conjoncture BNP-Paribas*, October.
- Felipe, J. (2003), "Is Export-Led Growth Passé? Implications for Developing Asia", *Working Paper*, n° 48, Economics and Research Department, Asian Development Bank, Manila, Philippines.
- Felipe, J., Lim J. A. (2005), "Export or Domestic-Led Growth in Asia?" *Asian Development Review*, vol. 22, 2, pp. 35-75.
- Havrylchuk, O. (2005), "L'avancée des réformes bancaires chinoises", *La lettre du CEPII*, n° 248, Septembre.
- Keynes, J.M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Gallimard.
- Kornai, J. (1972), *Rush versus Harmonic Growth*, Amsterdam-London, North-Holland Publishing Company.
- Kornai, J. (1979), "Resource-Constrained versus Demand-Constrained Systems", *Econometrica*, vol. 47, 4, pp. 801-819.
- Kornai, J. (1986), "The Soft Budget Constraint", *Kyklos*, vol. 39, 1, pp. 3-30.
- Kornai, J. (1992), *The Socialist System: The Political Economy of Communism*, Oxford, Oxford University Press, Trad. Fr. 1996, *Le système socialiste : L'économie politique du communisme*, Presses universitaires de Grenoble.
- Kornai, J. (2000), "What the Change of System From Socialism to Capitalism Does and Does Not Mean", *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 14, 1, pp. 27-42.
- Lindblom, C. (1977), *Politics and Markets. The World's Political Economic Systems*, New York, Basic Books.
- North, D.C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Palley, T. (2002), "Domestic Demand-Led Growth: A New Paradigm for Development", in Weaver, J., Jacobs, D., Baker, J. (Eds), *After Neo-liberalism: Economic Policies That Work for the Poor*, Washington DC, New Rules for Global International Finance.
- Palley, T. (2003), "Export-Led Growth: Evidence of Developing Country Crowding-out", in Arestis, P., Baddeley, M., Mc Combie, J. (Eds), *Globalisation, Regionalism and Economic Activity*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Palley, T. (2006), "External Contradictions of the Chinese Development Model: Why China Must Abandon Export-led Growth or Risk a Global Economic Contraction", *Journal of contemporary China*, vol. 15, 46, pp. 69-88.
- Simon, H. (1957), *Administrative Behavior*, New York, The Free Press.
- Solow, R. (1956) "A Contribution to the Theory of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, 1, pp. 65-94.
- Stiglitz, J.E. (2006), "China and the Global Economy: Challenges, Opportunities, Responsibilities", in Sang Ho, L., Ash, R. (Eds) *China, Hong Kong and the World Economy: Studies on Globalization*, Hampshire, Palgrave Macmillan.
- Thirlwall, A.P. (1994), *Growth and Development*, London, Macmillan.
- Thirlwall, A.P. (2002), *The Nature of Economic Growth: An Alternative Framework for Understanding the Performance of Nations*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Vahabi, M. (1995), "Le secteur non étatique, la contrainte budgétaire lâche et la politique de la porte ouverte en Chine (quelques aspects de la réforme économique chinoise, vue par un 'étranger')", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 25 (2) : 161-182.